

Sous le coronavirus, la contestation couve toujours

« Notre système de santé est prêt et notre vigilance est au plus haut niveau. » Contre le coronavirus, le ministre de la santé Olivier Véran a visiblement choisi l'arme de l'antiphrase et de l'humour involontaire, bien que le sujet ne prête pas à rire. Que le système de santé ne soit précisément pas prêt à gérer une épidémie comme celle-ci, faute de moyens et de personnels, c'est précisément ce que dénoncent depuis bientôt un an les hospitaliers qui ont encore battu le pavé le 14 février dernier.

Qui va payer la facture ?

Vendredi soir, le gouvernement a activé les « plans blancs » dans tous les hôpitaux. Seraient-ce enfin les moyens tant attendus ? Même pas ! Car ces plans permettent surtout de réquisitionner les personnels en repos et de trier les patients, en déprogrammant les soins pour les maladies « moins urgentes ». Il faudra donc gérer l'afflux de patients à budget quasi-constant.

Les patrons dont les affaires vont être perturbées par la maladie font d'ores et déjà savoir que ce sont les travailleurs qui vont payer la facture. À Air France, la direction pousse les salariés à prendre des congés sans solde ou à anticiper leurs vacances et a déjà annoncé le gel des embauches. Une compagnie suédoise, SAS, donne déjà dans le chômage technique.

Le gouvernement français vient de « décréter l'état d'urgence économique » avec des mesures en faveur des entreprises (étalement du paiement des impôts et cotisations sociales, facilitation des crédits de trésorerie, etc.). Mais qu'a-t-il prévu pour contraindre les patrons à payer intégralement les salariés confinés chez eux ? Pour geler les licenciements et les suppressions d'emplois ?

« On dit stop ! On se lève et on se bat »

Macron, qui s'affiche beaucoup depuis quelques jours – sans plus serrer de mains, de peur d'être contaminé ! –, a réuni jeudi après-midi des chercheurs spécialisés. Le même jour, 8600 chercheurs et étudiants manifestaient à Paris contre

la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR) qui va aggraver le manque de moyens dans ce domaine. À cette occasion, un scientifique qui travaille depuis 17 ans sur le coronavirus admettait que « la majorité des projets qu'on avait sur le virus était en stand-by, en partie à cause de problèmes de financement ». Dans les laboratoires comme à l'hôpital, la même austérité produit les mêmes effets : faute de moyens, l'épidémie pourrait vite se transformer en crise sanitaire.

Donc la contestation couve toujours. La semaine dernière, des lycéens se sont encore mobilisés contre la tenue des nouvelles épreuves du bac, les E3C, obtenant parfois le report. Et les cortèges de samedi soir et de dimanche pour la journée internationale de lutte pour les droits des femmes étaient plus fournis et plus jeunes que d'habitude.

Mais à chaque fois, le gouvernement répond par la matraque et les gaz lacrymogènes, que ce soit contre les lycéens ou contre celles (et ceux !) qui manifestaient samedi soir dernier à Paris.

Macron et ses larbins ne sont pour rien dans l'épidémie de coronavirus, mais ils espèrent bien qu'elle étouffe les braises toujours chaudes de la colère sociale. C'est ainsi que le premier ministre a fait passer en douce son 49.3. Mais attention à l'effet boomerang. Les raisons de cette colère n'ont pas disparu et les occasions de se faire plus qu'entendre non plus ! Un vent de remise en cause du système capitaliste souffle dans le pays, au moins aussi contagieux qu'un virus...

Une prime en trompe l'œil

Comme de coutume, le montant -brut- mirifique de la prime annuelle était annoncée *urbi et orbi* par Tavarès et repris en chœur sans distance par les médias. Caresser un gros annonceur dans le sens du poil ça ne fait jamais de mal.

Mais quand on retire la prime gilet jaune, on passe au net, on prend en compte les arrêts maladies c'est moins généreux qu'annoncé. Au final il y en a pour 3 100 € à peu près. C'est équivalent à une augmentation de 250 € net par mois à la différence qu'une augmentation compte dans le calcul de notre retraite. De plus, en production comme en conception, PSA a massivement recours aux intérimaires et prestataires. Ces collègues, sans qui les résultats obtenus n'existeraient pas sont pourtant exclus de la prime d'intéressement.

Des embauches, en usines comme en centres techniques, des augmentations de salaire pérennes voilà ce qu'il faut !

Partager les bureaux, mais pas que...

Avec le coronavirus sur toutes les langues, la direction n'est pas en reste. Les recommandations pleuvent sur toutes les ondes pour s'assurer que la boutique tourne. La direction propose même de rentrer tous les soirs avec nos ordinateurs au cas où nous serions retenus chez nous. Faut dire qu'avec le compactage des sites, la densification des opens spaces et les cantines saturées on a maintenant une densité de salariés sur le site qui nous permet de tout partager. Le compactage des sites, une politique qui a vraiment tout pour plaire.

Essence ou électrique l'important ce sont les profits

Tavarès se plaint à longueur de colonnes que les véhicules électriques ne sont pas une bonne affaire. Réseaux de recharge défaillants, faible autonomie, il n'y voit que des contraintes. Ce qui l'intéresse, ce sont les marges faites sur chaque voiture, la pollution c'est bon pour les gogos.

Pourtant de rumeurs en réunion de service on avait cru comprendre que la fin des moteurs diesels arrivait et qu'il fallait se recycler mais à l'écouter faut pas non plus espérer faire carrière en étant spécialisé sur les véhicules électriques. Bref c'est l'insécurité permanente.

Le licencié masqué

L'entreprise de téléconseil Conduent projette de licencier les 310 salariés de son site de Roubaix dans le Nord. La plate forme avait ouvert en 2017 et n'a eu qu'un seul client ... PSA. Maintenant que PSA a réussi à trouver moins cher il ne lui reste plus qu'à rompre le contrat et se laver les mains de la situation,

avec au passage les déclarations méprisantes de Tavarès sur la qualité de service insuffisante. PSA cherche simplement à délocaliser cette activité offshore. On connaît la chanson.

Le 15 mars, votez pour les listes d'extrême-gauche !

La véritable opposition au gouvernement de Macron et Philippe, c'est celle des travailleurs en lutte. Elle s'est exprimée par la grève et dans les manifestations, dans le mouvement des Gilets jaunes comme dans la mobilisation contre la réforme des retraites.

Aux élections municipales du 15 mars, des listes d'extrême-gauche, présentées par le NPA ou par LO, porteront la voix des travailleurs et de leurs combats dans quelques centaines de villes du pays. Voter pour les listes du NPA là où elles se présentent ou voter pour les listes de Lutte Ouvrière, c'est exprimer sans ambiguïté son opposition à Macron et à son gouvernement au service du capitalisme.

Guerre à Idlib, chasse aux migrants en Europe : un monde à vomir

Des migrants accueillis à la frontière grecque à coup de gaz lacrymogènes et repoussés au-delà des barbelés, une marine qui tire autour des embarcations de fortunes pour les obliger à faire demi-tour ou à chavirer : la chasse aux portes de l'Europe à ses hommes, femmes et enfants qui fuient la misère et les guerres du Moyen Orient a repris de plus belle. Et Macron vient de promettre main forte à la police et l'armée grecques. Jusque-là, nos gouvernants avaient cru trouver leur solution en versant des subventions à la Turquie pour qu'elle parque les migrants dans des camps et leur coupe la route vers l'ouest.

Mais la guerre a repris de plus belle dans la en Syrie, où l'armée turque d'un côté, les troupes du dictateur syrien épaulé par la Russie de l'autre, se disputent le contrôle de la région. A coup de bombes sur la population, jetant des centaines de milliers d'habitants sur les routes. Et Erdoğan fait le chantage auprès de ses amis d'Europe pour qu'ils soutiennent sa guerre, faute de quoi il se débarrasserait des migrants en leur ouvrant les portes de l'Europe.

Inutile de dire que les patrons des trusts, comme Renault ou Bosch, qui exploitent dans leurs usines turques une main d'œuvre bon marché ne peuvent être que sensibles au chantage de leur ami Erdoğan. Quant à Macron, qui en ce moment, pour chasser les voix sur le terrain de Marine Le Pen, intensifie sa chasse aux migrants, il est prêt à soutenir tous les crimes, aussi bien ceux de l'armée turque que ceux de la police grecque ou la marine de Frontex.